

nos projets se rangeaient dans cette catégorie. Nous espérons que les crédits supplémentaires y pourvoiraient, mais la lettre que nous avons reçue aujourd'hui indique qu'ils ne couvriront qu'une faible partie des projets de la catégorie B1.

Cette lettre du D<sup>r</sup> Nickerson est datée du 19 avril 1966. Comment s'étonner maintenant qu'un nombre croissant de savants canadiens du domaine de la recherche en physique, en chimie, en médecine et en d'autres disciplines émigrent aux États-Unis? J'ai déjà essayé de faire évaluer par le Bureau fédéral de la statistique ce que coûtait au pays l'instruction des grands spécialistes qui quittaient le Canada. Finalement, après y avoir beaucoup réfléchi, on a estimé que le coût atteignait environ 25 millions de dollars par année. Dans le rapport que j'ai mentionné, soit celui que le comité de la recherche à l'Université McGill a soumis à la Commission Bladen, le coût était estimé à 75 millions de dollars par année. Il me semble que le gouvernement fait des économies de bouts de chandelles, comme cela arrive souvent au Canada. Aux prises avec un problème, le gouvernement a cédé à la tentation habituelle que connaissent bien les gouvernements libéraux et a laissé faire les choses.

• (3.40 p.m.)

Comme je l'ai dit en commençant, cela signifie que les riches continueront d'être riches. L'entrepreneur en bâtiment d'Ottawa que j'ai mentionné, et qui ne diffère pas de ses confrères de Montréal, Toronto, Winnipeg, Edmonton ou Vancouver, non seulement continuera d'être riche mais encore le deviendra de plus en plus. Et tout cela aux frais des Canadiens et la science continuera d'être traitée en parent pauvre.

A cet égard, je donnerai lecture de deux paragraphes d'une lettre que j'ai reçue à ce propos du président du Conseil économique consultatif du Manitoba, M. B. H. Kristjanson, fonctionnaire très expérimenté et hautement respecté, bref personnalité de premier plan.

Un problème fondamental qui se pose dans les régions à croissance lente, comme les Prairies, c'est que le secteur public doit se charger d'une grande partie des coûts. Les sièges sociaux des grandes sociétés ne sont pas situés ici et les petites entreprises s'occupent peu de recherche. Nos propres revenus publics sont aussi relativement limités. De fait, nous éprouvons des difficultés à faire face, de façon générale, aux exigences de l'enseignement, particulièrement pour le traitement des enseignants.

En même temps, nous pensons qu'une augmentation du taux de croissance dans cette région exige une augmentation importante des investissements dans les sciences et la technologie appliquées aux ressources de la région. Cela nous a porté à recommander l'établissement d'un centre de recherche en vue de réunir sous un même toit un groupe imposant d'hommes de science. Nous avons estimé qu'un groupe de cinquante savants exigerait un budget d'environ trois millions de dollars par année.

Je fais ici une pause, monsieur l'Orateur, pour dire qu'une dépense de 3 millions de dollars par année, pour des travaux de recherches fondamentales au Manitoba, représente un montant bien minime si l'on songe aux sommes énormes—et je ne dis pas cela pour critiquer—consacrées à des entreprises comme l'Expo '67 et les jeux panaméricains, qui se tiendront dans ma ville l'an prochain.

Je cite un autre passage de la lettre de M. Kristjanson:

Je voudrais surtout que des efforts soient déployés sur une assez vaste échelle pour susciter le respect et l'attention des hommes de science de notre continent. Et c'est ici qu'un montant appréciable sera nécessaire. C'est dans ce domaine qu'une affectation de fonds fédéraux sera tout à fait de mise, selon moi. Il nous faut suffisamment de fonds pour attirer du personnel de premier ordre et assurer les moyens d'aborder les problèmes entre les diverses disciplines.

Je suis complètement de l'avis de M. Kristjanson. En étudiant le budget du ministre des Finances, on voit que, sans désapprouver la proposition de M. Kristjanson, il a réussi à n'en tenir aucun compte. Si le budget offre réellement quelque espoir aux savants canadiens, je n'ai pu le découvrir.

En terminant, je voudrais citer au ministre des Finances une phrase d'un discours du D<sup>r</sup> Hans Selye, l'un des plus éminents chercheurs médicaux du Canada. La voici:

Ne serait-il pas sage, par exemple, de mettre de côté une faible fraction des montants énormes que nous payons pour un simulacre de sécurité militaire, afin de préparer à nos enfants les fondements d'une culture canadienne et d'un effort scientifique nettement canadien?

J'exhorte le ministre des Finances à réfléchir sur ces paroles, avec l'espoir que s'il ne peut leur accorder l'attention qu'elles méritent au cours de l'année 1966, il le pourra peut-être en 1967. S'il y arrive, monsieur l'Orateur, il aura droit à la reconnaissance de tous les Canadiens.

[Français]

**M. Jean Chrétien (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur le président, comme c'est la première fois que j'ai l'occasion de participer au débat sur le budget à titre de secrétaire parlementaire du ministre des Finances, j'ai voulu attendre quelques jours avant de faire part à la Chambre de mes observations sur le présent budget, afin de voir quelle serait la nature exacte des critiques que les partis de l'opposition pourraient faire au sujet de l'exposé budgétaire présenté par l'honorable ministre des Finances (M. Sharp).